

La nouvelle procédure d'autorisation des produits phytopharmaceutiques

La loi d'orientation agricole **sépare l'évaluation des risques liés aux intrants** pour le végétal, qu'elle confie désormais à l'AFSSA¹, **de la décision d'autorisation de mise sur le marché (AMM)** de ces intrants, que conserve le ministre chargé de l'agriculture (art 70).

Ces processus relevaient jusqu'ici tous les deux du ministre de l'agriculture. Les intrants concernés sont les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes et les supports de culture.

Il était, en effet, de plus en plus difficile pour le ministère d'exercer ses prérogatives en intégrant l'approche nécessaire bénéfique/risque dans le domaine des intrants sans s'exposer à une suspicion de privilégier les contingences socio-économiques au détriment de la santé publique.

Redonner de la lisibilité et de la crédibilité aux politiques publiques menées dans ce domaine était essentiel. En outre, il était indispensable de disposer d'une capacité d'expertise renforcée reconnue au niveau communautaire et international dans le respect du principe de la séparation fonctionnelle entre l'évaluation scientifique des risques et la gestion des risques.

Le respect de ce principe s'impose afin, d'une part, de garantir l'objectivité, l'intégrité, l'indépendance et la crédibilité des avis scientifiques rendus par les responsables de l'évaluation des risques et, d'autre part, d'éviter toute ambiguïté en ce qui concerne les compétences respectives des scientifiques et des politiques. La gestion des risques doit prendre en compte au-delà de l'évaluation scientifique des risques, des enjeux de nature économique, sociologique, culturelle, éthique ou environnementale. Elle doit donc être maintenue dans le champ de compétences du pouvoir politique.

¹ Agence française de sécurité sanitaire des aliments.